

Unité bidépartementale Eure Orne  
1, Avenue du Marechal Foch  
CS50021  
27000 Evreux

Évreux, le 26/07/2024

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/07/2024

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

**RADIOR FRANCE SAS**

Ecoparc  
3 allée des Merisiers  
27400 Heudebouville

Références : UBDEO/ERC/2024/07/254  
Code AIOT : 0005800563

### 1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/07/2024 dans l'établissement RADIOR FRANCE SAS implanté 3, Allée des Merisiers Ecoparc Louviers Sud 27400 Heudebouville. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Une mise en demeure a été prononcée en date du 4 mai 2020 portant sur l'absence de clôture sur le périmètre du site, la foudre, les risques associés aux stockages du bâtiment principal et l'absence de rétention pour les produits liquides susceptibles d'être polluants dans le bâtiment principal. L'inspection du 9 juillet 2021 a permis de lever deux points de la mise en demeure du 4 mai 2020, celui sur la foudre et celui sur les risques associés aux stockages du bâtiment principal. L'inspection du 15 novembre 2022 a permis de lever un point de la mise en demeure du 4 mai 2020, portant sur l'absence de clôture sur le périmètre du site. Néanmoins le point portant sur l'absence de rétention pour les produits liquides susceptibles d'être polluants dans le bâtiment principal, n'a

pas pu être levé. Des rétentions avaient été ajoutées par l'exploitant sauf sous les produits "offsets conventionnels" qui sont des encres visqueuses se situant dans la zone 1H. L'exploitant indiquait que le dernier point de la mise en demeure du 4 mai 2020, serait résolu lors de la construction de son nouveau bâtiment qui devrait être opérationnel en 2023. L'exploitant envisageait de déplacer ces encres "offsets conventionnels" dans le nouveau bâtiment qui sera intégralement sur rétention.

Un arrêté préfectoral prescrivant une procédure de consignation d'une somme de 17 830€ a été établi à l'encontre de l'établissement Radior France, le 31 janvier 2023 correspondant au coût de la mise en rétention des encres visqueuses « offsets conventionnels » localisées dans la zone 1H de l'établissement.

L'objectif de la visite du 11 juillet 2023 est de vérifier les dispositions prises par l'exploitant pour lever le dernier point de la mise en demeure.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- RADIOR FRANCE SAS
- 3, Allée des Merisiers Ecoparc Louviers Sud 27400 Heudebouville
- Code AIOT : 0005800563
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

RADIOR FRANCE est l'un des principaux fabricants mondiaux et le seul français spécialisé dans les encres métalliques, les encres grattables et les encres fluorescentes pour tous les procédés d'impression. L'activité de fabrication d'encre (formulation et mélange) et de stockage de matières premières et produits finis sont réalisés à Heudebouville et emploie 22 salariés avec une amplitude horaire de 8h-18h pour les bureaux et 8h-16h pour la production. Le site est autorisé pour le stockage et l'emploi de solides inflammables ; il est soumis à déclaration :

- pour son activité d'emploi/fabrication de colorants et pigments (rubrique 2640) ;
- pour ses autres stockages : sous la rubrique 4510 (dangereux pour l'environnement aquatique) et sous la rubrique 4331 (liquides inflammables).

**Contexte de l'inspection :**

- Suite à mise en demeure

**Thèmes de l'inspection :**

- Eau de surface

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les

informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Rétention des produits liquides	AP de Mise en Demeure du 04/05/2020, article 1	Levée de mise en demeure

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au regard des différents constats réalisés durant la visite d'inspection et des visites du 9 juillet 2021 et du 15 novembre 2022, du courriel de l'exploitant du 11 juillet 2024, l'inspection a constaté que l'exploitant s'est conformé à l'arrêté préfectoral n°DELE/BERPE/20/602 de mise en demeure du 4 mai 2020. Dans la mesure où les prescriptions en cause ont été respectées, l'arrête préfectoral précité cesse de produire ses effets.

L'exploitant a répondu au point de la mise en demeure du 4 mai 2020, portant sur l'absence de clôture sur le périmètre du site, la foudre, les risques associés aux stockages du bâtiment principal

et l'absence de rétention pour les produits liquides susceptibles d'être polluants dans le bâtiment principal, ainsi :

- l'arrêté préfectoral n°DELE/BERBE/20/602 du 4 mai 2020 mettant en demeure la société Radior France situé sur la commune d'Heudebouville de se conformer aux prescriptions édictées en matières d'installation classées pour la protection de l'environnement peut être levé ;
- l'arrêté préfectoral n°UBDEO/ERC/23/06 du 31 janvier 2023, prescrivant l'engagement d'une procédure de consignation à l'encontre de la société Radior France situé sur la commune d'Heudebouville de se conformer aux prescriptions édictées en matières d'installation classées pour la protection de l'environnement peut être levé ;

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Rétention des produits liquides

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 04/05/2020, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rétention des produits liquides
<b>Prescription contrôlée :</b>  Mettre en œuvre les rétentions suffisamment dimensionnées et adaptées. Lors de la visite du 15 novembre 2022, l'inspection a constaté que des rétentions ont été ajoutées par l'exploitant dans les zones 1A, 1I, 1F, 1H, 1K, 1R et 1Q. La totalité du stockage présent dans le bâtiment 1H n'avait pas été placée sous rétention (coût trop important et manque de place). L'exploitant précisait que la mise sous rétention totale sera résolue avec la mise en exploitation du futur bâtiment dont les travaux débuteraient en 2023.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a déposé le 26 avril 2023, un dossier de porter à connaissance pour l'implantation et la construction d'un nouveau bâtiment centralisant les lignes de production ainsi que le stockage des matières premières auprès de l'inspection. Le bâtiment existant sera destiné au stockage des produits finis et de quelques matières premières sur rétention. Il assurera également les opérations de réception et d'expédition.  L'exploitant informe l'inspection que la mise en œuvre de ce nouveau bâtiment est toujours en discussions au sein de son groupe. Le terrain du projet est argileux et les résultats de l'étude de sol ont déterminé des fondations spécifiques ce qui induit un surcoût du projet. De plus, la conjoncture à l'international a quelque peu réduit ses dernières années. Ainsi, l'exploitant a mis en pause son projet d'extension et a décidé de solutionner différemment la mise en rétention des encres visqueuses « offsets conventionnels », en installant des bacs de rétention.  L'inspection a constaté qu'une partie du stockage des encres visqueuses « offsets conventionnels » est stockée dans des caisses de rétention et l'autre partie est stockée dans des étagères disposant de bacs souples de rétention.  L'exploitant stocke également des encres visqueuses à l'intérieur des bacs de rétentions en s'engageant à respecter, les prescriptions de l'article 3.1.7 de l'arrêté préfectoral du 12 février 1997, notamment en maintenant un volume disponible nécessaire de rétention en permanence. Les encres sont conditionnées dans des contenants de 1kg ou de 5 kg. Les étagères stockant ces

produits disposent des pictogrammes de dangers associées aux produits. Ces produits sont référencés en toxiques/irritants et dangereux pour l'environnement.

Par courriel du 11 juillet 2024, l'exploitant a justifié que le volume disponible dans les bacs de rétention est conforme à la quantité de produits stockés.

Une réorganisation du stockage a également été réaffecté au niveau de la zone 1H du bâtiment, correspondant au stockage des encres visqueuses « offsets conventionnels ».

Au regard des différents constats réalisés durant la visite d'inspection et des visites du 9 juillet 2021 et du 15 novembre 2022, du courriel de l'exploitant du 11 juillet 2024, l'inspection a constaté que l'exploitant s'est conformé à l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 4 mai 2020. Dans la mesure où les prescriptions en cause ont été respectées, l'arrête préfectoral précité cesse de produire ses effets.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Levée de mise en demeure